

Le casse-tête des directeurs

■ Les directeurs d'école préparent déjà la rentrée. Ceux dont l'établissement accueille des élèves étrangers voient, en plus, leur tâche se compliquer fortement en raison de coupes claires.

Nous sommes le 14 juillet, les écoles sont entrées en léthargie, ou presque. Les enseignants et les élèves sont déjà loin, mais quelques personnes continuent à s'activer : les ouvriers entretiennent les bâtiments, les services de nettoyage embellissent cours et locaux. Un bureau ou deux restent allumés car la vigilance est de mise : en septembre, chaque élève doit pouvoir connaître sa classe, chaque enseignant doit connaître les cours à assurer, chaque éducateur doit recevoir ses missions spécifiques. Chacun doit connaître son horaire. La direction de l'école est chargée de tout mettre en place et de faire correspondre au mieux les moyens dont elle dispose et les besoins des élèves, tout en respectant une législation de plus en plus contraignante.

Dans une vingtaine d'écoles à Bruxelles, dont fait partie le collège Roi Baudouin, à Schaerbeek, nous accueillons des élèves venant de l'étranger et ne connaissant pas le français, des élèves qui ont des parcours parfois tourmentés, sont fragilisés, viennent des quatre coins du monde, mais ont une réelle volonté de s'intégrer en Belgique. Ils sont accueillis dans des classes passerelles, où des enseignants spécialisés dispensent des cours de français langue étrangère.

Les projets d'organisation de l'école sont bien avancés, on approche du but, et puis "barda" ! La consultation d'un site de la Fédération Wallonie-Bruxelles nous amène, nous, les directeurs d'école accueillant des élèves étrangers, à une découverte catastrophique nous concernant: nous perdons jusqu'à 90 périodes professeurs, soit l'équivalent de 4 temps plein et demi, alors que le nombre d'élèves à prendre en charge augmente ! Les élèves sont inscrits, les enseignants sont engagés, les équipes sont constituées : il faut tout reprendre à zéro ! Dans l'architecture d'une école en

effet, enlever 4 "piliers" sans toucher aux murs et aux plafonds risque bien de faire crouler l'édifice : comme dans une construction Lego, il faut tout démolir et reconstruire avec moins de briques !

Les autorités contactées se veulent rassurantes. Il est possible que des moyens supplémentaires nous soient octroyés en septembre, voire en octobre, mais aucun engagement ferme et aucune certitude sur le nombre d'heures qui seraient ainsi ajoutées.

Nous nous posons donc plusieurs questions

1. Faut-il désinscrire des élèves ?

2. Comment annoncer à nos professeurs que nous les désengageons par sécurité le 15 juillet, mais qu'il est fort possible que nous les réengagions au 1^{er} septembre ou, au plus tard, au 1^{er} octobre, avec effet rétroactif au 1^{er} septembre ?

3. Comment organiser nos écoles en les amputant de 4 emplois temps plein voire plus en juillet, en espérant retrouver ces emplois en septembre ou en octobre ?

4. Comment fidéliser nos bons professeurs dans de telles conditions ?

5. Comment assurer de bonnes vacances aux directions et une rentrée sereine pour les élèves et les enseignants ?

Nous sommes le 14 juillet : nous devrions pouvoir compter sur des certitudes et non des promesses, et disposer du capital de périodes professeurs mérité au vu des élèves scolarisés et à scolariser, en particulier parmi les populations les plus fragilisées, et non sur des coupes claires. Quels que soient les mécanismes sous-jacents, c'est la responsabilité du politique de donner à temps aux responsables des établissements scolaires sur le terrain les moyens dont ils ont besoin pour assurer l'encadrement de tous les élèves et, en particulier, des moins bien lotis.

FRANÇOIS SKA

Directeur
du collège Roi
Baudouin, à
Schaerbeek.